

L'Humanité



rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 347

Mercredi 15 octobre 1975

POURQUOI ALLER DANS LA GUEULE DU LOUP ?

Giscard d'Estaing est le premier chef de l'État de l'Ouest à se rendre en URSS depuis la conclusion de la Conférence d'Helsinki le 1er août dernier.

On se souvient qu'au cours de la dernière rencontre qu'il avait eu avec Brejnev, Giscard lui avait promis d'appuyer l'URSS pour une conclusion rapide de la conférence pompeusement appelée «Sur la sécurité et la coopération en Europe». Or les faits ont déjà largement montré que le document final n'est qu'un chiffon de papier plein de phrases ronflantes pour endormir les peuples. Par exemple on peut y lire que les pays représentés à la conférence ne doivent recourir «ni à la force, ni à la menace de l'emploi de la force», or le social-impérialisme soviétique continue de faire croiser plus de cinquante navires de guerre en Méditerranée pour rivaliser avec l'autre superpuissance. Cette flotte permanente ne constitue-t-elle pas une menace contre les pays riverains ? Et quand une flottille de guerre russe vient croiser au large des côtes françaises pour y espionner les manœuvres françaises comme ce fut encore le cas voici quelques jours à Saint-Vaast-la-Hougue, de quoi s'agit-il sinon d'une menace de l'emploi de la force ?

Quand l'URSS masse des troupes aux portes des pays de l'Europe de l'Ouest, modernise sans cesse son armement offensif et consacre le plus fort budget du monde à son industrie de guerre, à quoi a-t-on à faire sinon à une «menace de recours à la force» ? Et comment ne pas être inquiets quand on sait que les délégués soviétiques à Helsinki ont déclaré que l'occupation de la Tchécoslovaquie n'est pas un exemple de «recours à la force des armes» et que l'URSS continuerait à agir ainsi si de pareils cas se présentaient de nouveau ? Ce qu'ils ont confirmé en s'opposant obstinément à la proposition roumaine de faire figurer dans le document : «nul pays étranger ne doit faire stationner des troupes dans un autre pays sans la permission du pays concerné» ?

La vérité c'est que l'URSS comme les États-Unis a tenu à faire adopter un chiffon de papier pour mieux camoufler des projets inavouables. Alors Giscard d'Estaing continuera-t-il à jouer le jeu mystificateur de la «détente» à la sauce Brejnev ? Sur cette question il faut être clair. Tout comme hier face à Hitler, la seule politique valable aujourd'hui face au social-impérialisme russe n'est pas celle de l'autruche, de l'apaisement et des concessions répétées mais celle de la fermeté. Sans quoi : de reculade en reculade, on en arrive à l'asservissement et l'on désarme le pays devant les préparatifs de guerre des deux superpuissances.

Le juge Pascal inculpé :

LA VERITE EN PROCES

«Drôle d'époque que celle où nous vivons !» auront pensé bien des gens en apprenant qu'un juge, le juge Pascal, était inculpé et risquait de un à dix mois de prison. Drôle d'époque en effet que celle où des juges dénoncent le rôle de la justice bourgeoise et en font gripper la mécanique qui semblait si bien huilée. Le juge Pascal s'est attaqué à un des principes sacro-saints des tribunaux bourgeois : le secret. Ce secret qui permet d'étouffer les scandales où sont compromis les hommes de la bourgeoisie, ce secret qui permet d'étouffer la voix des gens du peuple. Voilà un juge qui voulait que la mort de quarante mineurs à Liévin ne reste pas impunie, qui voulait que la direction des Houillères paie ses responsabilités criminelles. Un juge qui voulait que les mineurs aient leur mot à dire. Sachant que d'autres chercheraient à étouffer l'affaire, le juge Pascal a fait connaître aux mineurs le déroulement de son enquête et les responsabilités de la direction des Houillères. Pour le faire taire, on lui retire l'affaire. Et comme il n'est pas homme à se taire, on l'inculpe. Comme le sera peut-être aussi le juge De Charette.

La bourgeoisie veut reprendre en mains sa justice, pour que son ordre règne. Un ordre où un PDG responsable de la mort d'un ouvrier est libre, un ordre où les responsables de la mort de 40 mineurs continuent à sévir. Un ordre où un jeune, après avoir croupi deux ans en prison en détention préventive passe enfin en jugement... et est reconnu innocent.

SOMMAIRE

URSS : Un document révélateur p. 8

Grève à Renault (Limoges) p. 2

Affaire Claustre : Une déclaration du FROLINAT ... p. 3

Portugal : De la création des SUV au vol d'armes...

un article d'«Unidade popular» organe du PCP (ml) . . p. 4

Chômage et licenciements dans la région Rhône-Alpes p. 5

SOUTIEN

AU PEUPLE TUNISIEN

Vendredi 17 octobre, à 20 h 30 à la Mutualité
Rue St-Victor - Métro Maubert-Mutualité

A l'appel de El Amel Tounsi
(le Travailleur tunisien)



LES TRAVAILLEURS DE RENAULT-LIMOGES SONT EN GREVE

A l'agence Renault de Limoges (garage de la zone industrielle Nord), l'exploitation des travailleurs est particulièrement féroce. Pour 44 h 30 de travail par semaine, un dactylo deuxième échelon gagne 1350 F, un ouvrier P1 1350 F, un P3 hautement qualifié 1690 F. De plus, les augmentations sont attribuées à la tête du client, et les salaires sont inférieurs de 300 F à la classification (C4) la plus désavantageuse. Cette classification d'ailleurs n'est plus appliquée que dans quelques rares filiales de Renault.

Une sanction (avertissement) prise par le patron contre une caissière qui avait fait grève le 23 septembre, va mettre le feu aux poudres. Le 1er octobre, les travailleurs, tous unis — ouvriers, employés, vendeurs — avec leur section et leur syndicat CFDT, se mettent en grève à 90 %. Leurs revendications sont : suppression de la sanction, augmentation uniforme de 300 F afin de garantir un salaire minimum de 1700 F et de franchir une étape vers la parité avec les autres éta-

blissements Renault, retour aux 40 heures.

Dès le départ, la force de la lutte contraint le patron à lever l'avertissement.

Le lendemain 2 octobre, une manifestation des grévistes est organisée pour 14 heures au centre-ville. Le patron appelle à cette même heure les délégués CFDT pour «poursuivre la négociation», espérant ainsi faire échouer la manifestation. Mais celle-ci, bien que privée des délégués, fut une réussite totale.

Le 3 octobre à 10 heures, le patron coupe le téléphone dans les locaux syndicaux où sont installés les grévistes. La riposte est immédiate. Et à 11 h 15, après appel de l'Inspection du travail, le téléphone est rétabli.

Jusqu'au 4 octobre, le patron refuse toute discussion sérieuse sur les revendications. Face à cela, les grévistes décident d'organiser des réparations gratuites devant l'entrée du garage et des distributions massives de tracts sur la ville et les quartiers



Photo correspondant HR

populaires. Ces tracts expliquent les revendications et popularisent la lutte. Ils appellent les travailleurs et la clientèle à soutenir le mouvement. La grève se renforce et s'organise, les travailleurs pensent qu'elle pourra être longue. Déjà, ils ont repoussé catégoriquement 100 F d'augmentation et les miettes d'une prime de fin d'année. Les travailleurs des au-

tres garages de Limoges apportent leur soutien, telle la section CGT de «Citroën quartier Fraisseix» route de Toulouse qui est venue remettre le fruit d'une collecte de solidarité et de soutien.

La lutte continue, rien ne peut entamer la détermination et l'unité des travailleurs de Renault-Limoges.
Correspondant HR

Lille :

CONTRE LES LICENCIEMENTS LES TRAVAILLEUSES D'UNE CHEMISERIE OCCUPENT LEUR USINE

A la chemiserie Desombre de Fives-Lille, depuis la liquidation des biens, après le dépôt de bilan et les 200 licenciements de la fin juillet, la section CFDT tente de mobiliser les ouvrières (cf. HR du 10 septembre).

Devant les manœuvres du patron et le travail de sape de la section FO qui l'un et l'autre divisent les ouvrières, les déléguées CFDT et quelques travailleuses occupent l'usine jour et nuit pour empêcher la sortie des stocks. De quatre au début, les occupantes sont maintenant passées à onze.

Début octobre, on apprenait que le patron devenait PDG d'une nouvelle société créée grâce aux profits extorqués aux ouvrières de la chemiserie de Fives-Lille. Devant ce sale tour, les travailleuses réagissent et décident de bloquer la marchandise. Mais Desombre intervient, et recourt au chantage en disant que si l'usine est occupée, les grévistes ne toucheront ni les «90 %», ni les indemnités de préavis de licenciement. Le sale travail de FO aidant, les travailleuses sont alors momentanément démobilisées.

Depuis, la section CFDT, très combative, occupe, et les communistes marxistes-léninistes luttent avec les ouvrières, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine. De plus, une caravane CFDT est installée devant l'entreprise, des militants CFDT et des travailleuses de plusieurs entreprises s'y relaient. Après la décision du tribunal de faire évacuer la marchandise, chacun est prêt à empêcher coûte que coûte la sortie du camion.

Dans la journée du 11, le sénateur révisionniste Hector Viron et des journalistes du journal révisionniste régional *Liberté* sont venus devant la boîte pour donner des conseils aux ouvrières : «Il vaut mieux laisser sortir le camion, à l'idéal Standard ils se sont battus un an, à la CIP elles occupent depuis plusieurs mois, etc., on ne dit pas ça pour vous décourager (!), mais il vaudrait mieux trouver une solution plus rapide, écrivez au ministre du Travail.» Les travailleuses ne se sont pas laissées démobiliser par ce langage que pourrait tenir le patron. Et aujourd'hui, plus que jamais la lutte continue.

Correspondant HR

Morlaix :



LA LOI ANTICASSEURS ENCORE INVOQUÉE CONTRE 8 PAYSANS

Un procès de paysans-travailleurs par semaine, tel est le rythme au tribunal de Morlaix, depuis pratiquement le début septembre.

Tous sont accusés de «sensibilisation de l'opinion par la terreur» (expression du procureur de la République) et sont donc condamnables par la loi «anticasseurs».

Pour beaucoup de paysans venus soutenir au tribunal leurs camarades lors du jugement le 10 octobre, il s'agissait ni plus ni moins d'un véritable tribunal d'exception. Aucune preuve matérielle réelle n'est apportée à l'appui de l'accusation. Ils sont en quelque sorte les otages des actions de masse entreprises notamment le 15 juillet à Morlaix, contre la sous-préfecture et la trésorerie principale, symboles de l'Etat capitaliste. L'affaire est aujourd'hui en délibéré...

Le tapage fait autour de ces procès par la presse locale et régionale donne une idée claire des buts poursuivis par le pouvoir qui les a ordonnés. Elle présente les paysans comme des «terroristes» et des «voyous». Elle cherche à les isoler de l'ensemble de la population des campagnes de la région dont le mécontentement grandissant est lié aux difficiles conditions de vie et de travail qui lui

sont faites (depuis notamment que le capital monopoleur accélère sa mainmise sur le secteur agricole de l'Ouest).

Ensuite, il s'agit pour le pouvoir bourgeois de sauver le vieux syndicalisme de la FNSEA (contrôlée par les propriétaires fonciers et les paysans riches) qui collabore avec le régime et le patronat des trusts alimentaires tout en organisant des manifestations-processions aux objectifs très limités.

De fait c'est une tentative d'isolement du courant syndical «Paysans-Travailleurs» dont l'écho est grandissant dans les campagnes de l'Ouest tant au niveau des formes d'action que des objectifs de lutte qu'il fixe à la paysannerie exploitée.

Nous devons soutenir fermement ces paysans, non seulement parce qu'ils développent la lutte des classes à la campagne, mais parce que leurs luttes actuelles prennent un caractère politique sur le front du combat pour les libertés syndicales contre la répression du pouvoir.

La lutte contre la loi anticasseurs est une lutte pour les libertés démocratiques, d'autant plus importante que l'on voit grandir partout en France d'importants mouvements de classe.



Affaire Claustre

LA POSITION DU FROLINAT

Dans une interview accordée à la revue «*Afrique-Asie*», le Dr. Abba Sidich, secrétaire général du Frolinat, donne la position de son mouvement sur l'affaire Claustre et l'activité de l'impérialisme français dans son pays. Rappelons que le Frolinat mène depuis de nombreuses années la lutte armée au Tchad sur un programme politique d'indépendance nationale, de libertés démocratiques et de bien-être pour le peuple. Il contrôle actuellement entre la moitié et les trois quarts du territoire du pays. C'est donc une voix autorisée à parler de la situation politique au Tchad.

«... Dans cette vieille affaire Claustre qu'on a politisée pour la circonstance en vue de valoriser Hissène Habré pour en faire l'alternative de Malloum ou de la junte, la France s'est comportée comme si le gouvernement qu'elle a instauré n'existait pas.

«Quant à la demande de retrait des troupes françaises dans un mois, Malloum ne pouvait agir autrement. La question est de savoir si le gouvernement français lui laissera le temps de présider à l'application de sa décision.

«... L'attitude de l'envoyé français Hessel, par exemple, était maladroite. Envoyé au Tchad pour discuter des modalités de la libération de Mme Claustre, il déborda sur le plan des affaires intérieures et commença à faire l'éloge de Hissène Habré. C'était peut-être son droit strict. Mais lorsqu'il affirma que Hissène était disposé à se rallier au nouveau régime, qu'il n'était pas contre la réconciliation, alors il se comporta comme s'il n'existait pas de gouvernement tchadien...

«Une autre conséquence est que, à mon avis, le gouvernement français a brûlé Hissène Habré bien que l'espoir qu'il nourrissait au départ était de le valoriser aux yeux de l'opinion (...). Tout le monde connaît les liens qui existent entre Hissène Habré et les services secrets français. Lorsqu'il a essayé, par exemple, d'infiltrer le Frolinat, Hissène Habré déte-

naît deux passeports tchadiens, l'un diplomatique et l'autre ordinaire(...)

A propos de l'éventualité d'une évolution possible du régime, le Dr Abba Sidich précise :

«Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'il s'agit d'une junte d'officiers sans programme précis ou cohérent. Il existe dans son sein des tendances, des courants contradictoires. Tout dépendra du courant qui finira par l'emporter (...). Aux yeux de la France, Malloum est condamné, c'est ce qui explique tout ce tapage autour de Hissène Habré. La raison est que la France craint que Malloum n'oriente le Tchad vers le camp pro-américain (...). Maintenant qu'on affirme que le Tchad est un Eldorado africain, qu'on semble convaincu que le sol tchadien renferme du pétrole, de l'uranium, du wolfram, de l'or et d'autres richesses minières, maintenant que toutes les licences pour la prospection sont détenues par des sociétés américaines (notamment la Continental Oil), maintenant que seuls les Américains procèdent à des prospections au Tchad (...) il est normal que la France veuille y mettre un terme.

«Laissez-moi ajouter une chose : le Frolinat ne se contente pas de déclarations. Il peut accompagner à l'intérieur du Tchad n'importe qui à conditions qu'il se présente aux frontières de la République Centrafricaine, du Soudan ou de la Libye...»

Voilà donc la position du Frolinat, dont nous savons qu'il a été la première organisation à engager la lutte du peuple tchadien contre le colonialisme français. A cause de cette attitude historique, notre sympathie va au Frolinat, mais nous devons reconnaître que nous manquons d'éléments précis permettant une connaissance approfondie de la situation en question et un jugement définitif sur tous ses aspects. Notre position théorique fondamentale consiste donc à soutenir la lutte du peuple du Tchad contre tout impérialisme et particulièrement l'impérialisme français.

Syrie-Palestine : UN MEME COMBAT

Dans un récent discours commentant l'anniversaire d'Octobre, le président syrien El Assad a affirmé que «la Syrie ne négociera pas avec Israël si la Résistance palestinienne doit être tenue à l'écart de cette négociation.

«Il n'y aura pas de conversations pour un dégellement des forces à moins qu'elles ne commencent simultanément sur le front syrien et sur le front palestinien.

«La vie dans cette partie du monde ne se stabilisera pas tant que le peuple arabe de Palestine n'aura pas recouvré ses droits. La guerre est entre les mains du peuple palestinien, la paix est entre les mains du peuple palestinien.

«Jusqu'ici Israël et les Etats-Unis refusent toute discussion avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) parce que l'objectif principal d'Israël est d'enterrer la cause palestinienne. Mais si L'HUMANITÉ ROUGE Mercredi 15 octobre 1975

l'on veut qu'il y ait des paroles ou des actes sur le front syrien, il faudra aussi qu'il y ait des actes sur le front palestinien et que ce soit par le canal de l'OLP.»

Un message personnel de Yasser Arafat a répondu à ce discours du président Assad. Le président de l'OLP y déclare notamment :

«En mon nom personnel, ainsi qu'au nom du peuple palestinien et de ses révolutionnaires héroïques, je rends hommage à votre discours historique qui constitue une réponse ferme de notre nation arabe dans sa lutte difficile contre le sionisme et l'impérialisme.

«Votre discours confirme l'unité de destin qui nous lie et consolide la marche de notre nation arabe vers la libération et la victoire, afin que nous puissions récupérer notre terre occupée et Jérusalem.»

URSS : UNE ACADEMIE BOURGEOISE

L'académie des Sciences de l'URSS vient de célébrer son «250ème anniversaire», ce qui montre qu'elle se considère comme la continuateurice de l'académie tsariste !

Mais d'une certaine manière seulement, car les académiciens ne sont plus des aristocrates ; ils sont l'une des fractions avancées de la nouvelle bourgeoisie russe.

Voici d'ailleurs la description que vient d'en donner le correspondant du Monde à Moscou : «Les académiciens jouissent d'une situation matérielle exceptionnelle : en plus du salaire attaché à leur fonction, ils touchent, en effet, une prime de 500 roubles par mois (soit plus de trois fois le salaire moyen), n'ont en principe aucun problème de logement, disposent souvent d'une datcha de fonction, ont accès aux magasins spéciaux réservés aux dignitaires du régime et bien mieux approvisionnés, moins chers que les magasins ordinaires, bénéficient de services médicaux particuliers, ont à leur disposition des maisons de repos qui leur sont réservées. Enfin, sur un simple coup de téléphone, une voiture est immédiatement mise à leur disposition.»

Rien d'étonnant dès lors à ce que Brejnev ait été obligé de reconnaître dans son discours commémoratif que «nos savants ne sont pas à la pointe de la science moderne dans tous les domaines essentiels de la recherche.»

Mais on n'oubliera pas qu'il y a quand même un domaine essentiel où la recherche fonctionne à plein : c'est celui de la course aux armements qui engloutit chaque année 30 % du budget soviétique !

LAOS : L'INDEPENDANCE TOTALE

Le peuple lao vient de célébrer dans la liesse le 30ème anniversaire de son indépendance.

Des manifestations de masse ont eu lieu à Vientiane la capitale et à Sam Neua capitale des zones libérées pendant la guerre de libération nationale. C'est la première fois que le peuple lao peut enfin célébrer cet anniversaire dans l'indépendance totale.

Comme le souligne le front patriotique : «Dorénavant notre nation est totalement libérée... Les forces révolutionnaires sont pleinement en mesure de faire progresser victorieusement la révolution nationale et démocratique dans l'ensemble du pays.»

LIBAN : RETOUR AU CALME ?

Le Liban tout entier semble revenir lentement au calme. Un peu partout les tirs d'armes automatiques se font de plus en plus rares et, sur initiative gouvernementale, les barricades édifiées dans le centre de Beyrouth sont en cours de démantèlement. La majorité de la population, tant musulmane que chrétienne, accueille cette situation nouvelle avec soulagement.

Sur intervention du Comité libano-palestinien qui s'efforce de stabiliser le retour à la paix, 26 personnes détenues en otages viennent d'être libérées.

Au niveau politique le dialogue semble aussi reprendre dans de bonnes conditions, les 20 personnalités composant le Comité national de dialogue vont se réunir à nouveau aujourd'hui. Enfin le gouvernement libanais vient de donner son accord à une prochaine réunion du Conseil de la Ligue arabe qui examinera la situation au Liban.

De la création des S.U.V. aux vols d'armes LES CUNHALISTES PROVOQUENT L'ANARCHIE MILITAIRE ET PREPARENT UNE AVENTURE ARMEE

Le climat d'anarchie qui s'est installé dans les casernes, dans le COPCON et la police militaire s'est aggravé dans les dernières semaines. Aujourd'hui, il n'est déjà plus difficile aux soldats de certaines unités de disparaître pour aller à leur gré, assommer quelques passants. La rivalité entre les principales forces politiques y a déjà atteint le niveau du « Rossio ».

Depuis que sa naissance fut annoncée à Porto, l'organisation clandestine sociale-fasciste des soldats « Soldats Unis Vaincrons » (SUV), a manifesté les premiers signes de sa vie clandestine à Lisbonne au moyen d'une conférence de presse, d'une manifestation et d'activités au siège des unités militaires.

Au cours de cette conférence de presse, les agents cunhalistes, habillés en soldats et coiffés d'une cagoule, attaquèrent frontalement le MFA en ces termes : «... *Déjà, à plusieurs reprises nous avons fait des concessions à la bourgeoisie, en particulier en soumettant notre lutte à l'alliance avec le MFA... qui à cause de ses contradictions et hésitations du passé est aujourd'hui au service d'éléments contre-révolutionnaires*... Les cunhalistes ménagent ainsi la chèvre et le chou. Dans la légalité, ils crient « Vive le MFA et son alliance avec le peuple », disent que qui n'est pas avec le MFA est contre le « processus » (révolutionnaire). Dans la « clandestinité », ils disent au contraire que le MFA est « au service des éléments contre-révolutionnaires ». Ils espèrent ainsi, d'un côté endormir et influencer les dirigeants du MFA et, de l'autre, créer l'anarchie dans les casernes, soulever les soldats contre les officiers progressistes et contre les organes dirigeants du MFA. Une preuve bien claire de ceci a été fournie par les récents événements de Mafra : deux soldats furent emprisonnés pour vols de matériel en grande quantité destiné aux SUV. Immédiatement une grande agitation régna chez les soldats influencés par les cunhalistes qui exigèrent la libération des deux

membres des SUV. La faute de tout cela fut évidemment rejetée sur les officiers de l'État-Major accusés de vouloir faire respecter la discipline.



Encore une organisation militaire parallèle

Entre temps, une nouvelle organisation cunhaliste paramilitaire fit son apparition. C'est l'« Action Révolutionnaire des Soldats » (ARPE) créée dans le décor d'une réunion de délégués de cellules de la région militaire de Lisbonne. Comme les SUV, son objectif est de combattre le MFA et, en particulier, l'Assemblée de délégués de l'armée, démocratiquement élue, que l'ARPE décrète « réactionnaire ». L'ARPE dit qu'elle dénoncera les délégués réactionnaires (entendez : antisociaux-fascistes) et les soldats qui, trahissant leurs camarades, participeraient aux manipulations des droitiers qui prédominent dans l'armée et au conseil de la Révolution.



Le PRP a déjà volé des milliers d'armes

Le vol de plusieurs milliers de fusils G3 survenu au RPM de Beiroles a été finalement éclairci, non par les organismes officiels mais par un quotidien. C'est le PRP, par le biais du capitaine Fernandez du COPCON (un des auteurs du document « autocritique » du COPCON), qui a volé ces armes, prouesse dont il tire gloire. Cette opération accomplie, le capitaine (ou ex. ?) Fernandez est passé à la « clandestinité », non sans prendre le temps malgré tout, de donner deux interviews à Radio-club et à República. Fernandez a déclaré que « C'est un nombre d'armes bien supérieur à ce qui a été dit dans la presse qui a été dérobé » et que celles-ci étaient à la disposition, pour la plupart, des milices cunhalistes et de leurs laquais. Comme ses comparses des SUV, Fernandez désavoue le MFA.



Il est urgent d'épurer les forces armées des sociaux-fascistes

C'est bien lentement que le MFA a commencé à réagir à l'indiscipline, l'anarchie et les vols dans les unités. Le 24 septembre, une réunion a eu lieu à l'État-Major, sous la présidence du général Carlos Fabiao, à laquelle participaient les commandants des régions militaires, les chefs des différentes armes et services. A cette réunion a été discuté, d'après un participant, le « problème de l'indiscipline dans l'armée, dû en partie à l'action de certains partis ». La décision prise de « revitaliser le MFA dans les unités » visait à créer un appui sûr au MFA parmi les soldats, et à éviter que ceux-ci soient manipulés par les sociaux-fascistes, SUV, et compagnie.



qui est dominé par des officiers dont la politique sert les cunhalistes ou par des éléments considérés comme proches des groupes de la bourgeoisie radicale.

C'est la preuve que l'anarchie dominante dans le COPCON a été prouvée, et reconnue par les dirigeants militaires.

Mais, si le MFA, la majorité du conseil de la Révolution et l'AMI récemment créé ne se montrant pas suffisamment fermes dans le combat contre les sociaux-fascistes dans les forces armées, l'anarchie, les vols d'armes, les coups et les émeutes continueront. La dégradation de la situation militaire au Portugal, aggravée par les déclarations irresponsables des chefs militaires selon lesquels les



La création de l'AMI

Entre temps, la majorité du conseil de la Révolution paraissant soucieuse de mettre fin aux manœuvres des cunhalistes, particulièrement au niveau militaire, crée le « Groupement Militaire d'Intervention » (AMI) « destiné à munir le gouvernement des moyens indispensables à l'exercice de l'autorité, en accord avec le plan d'action gouvernemental annoncé à la nation par le premier ministre ».

L'AMI vient nettement prendre le contre-pied du COPCON

armes volées « sont en de bonnes mains », confirme ce que le P«C»P (m) dit depuis un an :

« Tant que les sociaux-fascistes et leurs agents ne seront pas chassés entièrement des forces armées de tous les organes du pouvoir, il sera impossible de concrétiser la démocratie politique et la stabilité nationale et celles-ci courront de grands risques ».

« Unidade Popular »

Organe central du PCP (m-l)

2 / 10 / 75

Livres

«Le temps des cigales»

par Suzanne Bernard

Récit autobiographique tout autant que roman, voici le premier ouvrage qui évoque le «Parti communiste marxiste-léniniste de France» autrement qu'en abordant les questions idéologico-politico-théoriques, mais essentiellement sous des aspects militants et vivants.

En effet, Suzanne Bernard nous offre l'histoire de sa vie, de sa révolte d'artiste, individuelle ou en petit groupe, contre la société bourgeoise, à sa rencontre avec la grande révolution culturelle chinoise, qui la conduit jusqu'à l'activité collective dans les rangs du MCF (m-l), puis du PCMLF. Mais une obligation familiale l'amène à quitter la France... et le Parti... juste au moment où commence le printemps révolutionnaire de 1968.

Qu'il y ait dans ce livre l'explosion longtemps contenue d'une sensibilité aigüe ne donne que plus d'intérêt à ses derniers chapitres et permet de mieux comprendre que par delà la théorie, nullement méconnue d'ailleurs, l'auteur n'a retenu du PCMLF, après des années de coupure, que la confiance, la douceur, la chaleur de la camaraderie dans son sens véritablement communiste.

«... Camarades, le mot camarades !... pense-t-elle alors qu'elle vit loin de nous, à l'étranger après le 12 juin 1968... j'imagine qu'ils ont dû résister à la grande désillusion, à la révolution vaincue, et qu'ils doivent être là toujours, continuant eux à lutter... Allons, un dernier élan, un dernier salut : camarades ! C'est grâce à vous que j'ai découvert ce que signifiait ce mot — tous ces maillons soudés à la même chaîne — cette solidarité qu'on ne peut rencontrer qu'à l'intérieur de l'action militante...»

A vrai dire, ce récit comble une lacune dont nous portons la responsabilité au regard de l'histoire du mouvement marxiste-léniniste en France. Il s'agit de l'histoire de «l'Opposition artistique», publication fondée par Suzanne Bernard et Claude Laloum et quelques autres artistes transmise en 1967 au MCF (m-l), puis au PCMLF qui en poursuit la publication en tant que tribune du parti sur le front culturel, jusqu'à l'interdiction du 12 juin 1968.

Or, avant même de devenir cette tribune du parti, «l'Opposition artistique» avait engagé le combat contre le révisionnisme moderne dans son secteur spécifique et publié le premier article de fond critiquant la fameuse «Résolution d'Argenteuil» définissant la ligne culturelle contre-révolutionnaire du faux parti communiste français (13 mars 1966). Mérite historique désormais, que nous remémorons utilement Suzanne Bernard, avec simplicité et modestie.

Mais «Le temps des cigales» vaut encore par nombre d'autres pages, à l'écriture spontanée, au style direct, à l'esprit de franchise et de loyauté qui ne peuvent laisser indifférent, bien au contraire. Des pages sur le théâtre, sur les autres arts, sur la condition des artistes, sur les bourgeois, sur les réactions des ouvriers vis-à-vis des arts, etc.

Au demeurant, cette vie d'artiste démunie de tous moyens vénaux pour imposer son art, avec ses joies, mais surtout avec ses douleurs, ses angoisses, ses moments de perdition n'est-elle pas en définitive celle du «prolétaire» d'un autre secteur social que celui des usines, sans argent, sans soutien, sans possibilité de se faire entendre, aussi longtemps qu'il refuse la compromission, la corruption, la pourriture de la société capitaliste ?

Combien, comme Suzanne Bernard, parviennent à la lumière, combien brisant le carcan de l'aliénation bourgeoise, accèdent-ils à la claire compréhension de la révolution indispensable et libératrice ? Combien, comme Suzanne, lisant sur «un mur de vieilles pierres noires», à Berlin, «en lettres éclatantes» ces simples mots : «Mao ist meine Sonne» (Mao est mon soleil) s'engagent-ils délibérément dans le grand combat ici, en France, auquel appela jadis, à Yenan, le même Mao Tsé-toung en personne ?

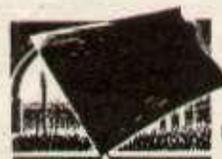
Un avenir proche nous le dira, puisque voilà deux ou trois jours, «l'Humanité rouge» a publié des documents élaborés par un groupe d'artistes «pour la constitution en France d'un Mouvement révolutionnaire des intellectuels et artistes professionnels et amateurs». Et nous sommes persuadés que cette nouvelle initiative va connaître un réel succès, susciter l'enthousiasme parmi les intéressés, et aussi parmi ceux qui sont leurs frères de lutte fondamentalement, les ouvriers et tous les travailleurs des villes et des campagnes.

«Le temps des cigales» aura une suite. A ce premier tome succèdera à coup sûr un second... parce que «l'Opposition artistique» continue*, même si son titre reparait sous un autre sigle. Rien n'est fini, tout recommence au contraire !

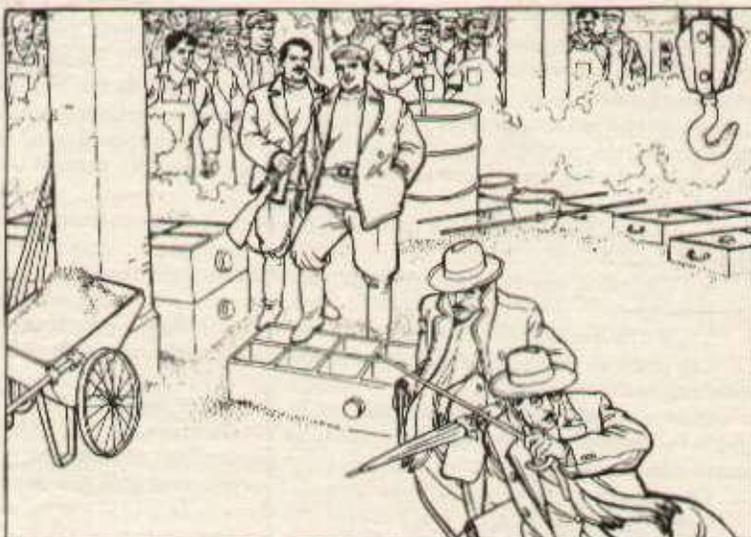
Et le parti révolutionnaire prolétarien a la responsabilité historique de faire triompher le juste combat ainsi repris sur le front de la littérature, des arts, de la culture...

* Voir l'éditorial du No 1 de la revue «Le souffle» (quelques numéros sont encore disponibles, passer commande à l'H.R.).

«Le temps des cigales» par Suzanne Bernard. Editeur : J.-J. Pauvert, l'exemplaire : 35,00 F.



LENINE EN OCTOBRE 1917



48) Les deux représentants de la bourgeoisie n'arrivent à prononcer mot tant ils sont en colère. Routkovsky pense peut-être que quelques-uns veulent suivre le Gouvernement provisoire. Il se tourne et demande aux ouvriers : «Y a-t-il des membres du Parti socialiste révolutionnaire ?» Joukov demande à son tour en criant : «ou bien des m...mencheviks.» Mais aucun ouvrier ne leur répond.



49) Un jeune ouvrier se dresse, sort de la foule, et dit : «Oui on en a, des socialistes révolutionnaires et des mencheviks. Venez voir.» Il conduit les deux types devant un vieil ouvrier en train de travailler.



50) Routkovsky interroge le vieil ouvrier : «Vous êtes membre du Parti socialiste révolutionnaire ?» Sans attendre la réponse il l'interroge de nouveau : «Le front a besoin d'armement ; je vous prie de nous rendre les fusils.» Ceci dit il étend la main vers l'ouvrier pour prendre le fusil appuyé sur la table de travail. Le vieil ouvrier se saisit tout de suite du fusil et lui dit : «J'en ai besoin.»

(A SUIVRE)

REGION RHONE-ALPES

Pas de relance... mais plan de licenciements pour le patronat

Il y a quelques années Pompidou, alors président de l'État des monopoles, qualifiait avec mépris les Français de «moroses». Aujourd'hui, les véritables «moroses» sont bel et bien les patrons de la finance et de l'industrie. «La reprise économique» comme ils disent semble bien loin de démarrer comme ils le désirent. Le plan de relance de Giscard quant à lui remporte un faible succès auprès des membres du CNPF.

La vérité c'est que la crise du système économique capitaliste que connaît notre pays, comme ceux qui nous entourent, n'est pas un processus que l'on contrôle à volonté en fonction des lois du profit et de la rentabilité du capital. Une fois que la machine est enrayée, les capitalistes chacun de leur côté «sauvent leurs meubles» c'est-à-dire tentent au mieux de préserver leur taux de profit dont la base est l'exploitation du travail salarié.

La crise au lieu d'entraîner une cohésion plus forte du patronat comme le voudrait l'État provoque la panique et la «débrouille individuelle» des patrons.

A l'opposé d'une frange encore restreinte de capitalistes d'État, la tradition patronale en France fait que les «plans» ne sont pas toujours les bienvenus.

Voilà une des raisons pour lesquelles les contradictions s'aiguisent sur le plan économique dans la classe dominante.

Les patrons, dans l'ensemble, pris dans la machine des lois du profit et de l'exploitation envisagent avant toute chose de préserver l'un en renforçant l'autre.

C'est ce que montre assez clairement le document que nous publions ci-dessous : il s'agit d'un rapport semi-confidentiel récent que devait faire F. Collomb, patron lyonnais, sénateur réformateur du Rhône et adjoint au maire de Lyon, lors d'une réunion avec Chirac de passage dans cette ville (nous commençons la publication aujourd'hui et terminerons dans nos prochaines éditions).

Ce rapport est d'un pessimisme aigu. Il l'est d'autant plus que le patronat de l'une des régions les plus industrialisées de France doit compter — même si cela n'apparaît évidemment pas dans le rapport — avec une classe ouvrière aux riches traditions de luttes de classes (comme chez Berliet à Venissieux où des licenciements sont envisagés).

Ces projets seront mis à l'eau, c'est une certitude, dans la mesure où les travailleurs des différentes usines concernées sauront mener le combat classe contre classe, en refusant la ligne révisionniste qui consiste à négocier le nombre de licenciements par usine et en employant les justes actions nécessaires (occupation, action de masse pour séquestrer les patrons...) pour qu'il n'y ait PAS UN SEUL LICENCIEMENT.

GROUPES REGIONAUX : RHONE-POULENC ET BERLIET

Le groupe Rhône-Poulenc (Chimie), qui emploie près de 15 000 salariés dans la région, a amorcé une réduction des horaires de 10 % appliquée uniformément à tous les établissements.

Le groupe Rhône-Poulenc (Textiles) accuse des difficultés plus grandes : les possibilités de mutation du personnel du textile vers la chimie, largement utilisées dans le passé, ont maintenant disparu. De nouvelles périodes de chômage partiel bloqué sur deux, trois ou quatre semaines sont prévues d'ici à la fin de l'année 1975. Ce groupe emploie 12 000 salariés environ dans la région.

Aux Ets Berliet (20 000 salariés dans la région), des réductions d'horaire et le départ de plus de 700 personnes ont été décidés.

AIN

Le chômage partiel a affecté 400 personnes de la société des Compresseurs frigorifiques à Montluel. Courant juillet, la totalité du personnel a été mise en chômage partiel. La Société Cefilac, visserie à Belley, prévoit 60 licenciements. Control Data à Ferney-Voltaire envisagerait de licencier 30 personnes. La Société Saint-Gobain à Lagnieu et les Etablissements Bimeca à Oyonnax ont eu recours au chômage partiel, en septembre.

ARDECHE

Bien que dans une situation très précaire, l'industrie textile, et singulièrement le moulage, voit le nombre des licenciements se réduire momentanément en raison des mesures gouvernementales concernant le chômage partiel. Cependant, certaines entreprises ayant épuisé le nombre d'heures de chômage partiel indemnisées par l'État, des licenciements pourraient intervenir à brève échéance. La disparition de 2 500 à 3 000 emplois, à terme, est une menace sérieuse. Dans le secteur des tanneries, la reprise se précise.

DROME

Dépôt de bilan et fermeture des Etablissements Valdrôme, confection à Valence. Aucune solution de reprise ne paraît devoir être envisagée et 72 personnes risquent le licenciement. D'autre part, la situation s'est brusquement dégradée à la Boulonnerie calibrée à Valence (230 personnes).

ISERE

Montalev, matériel de montage et de levage à Voreppe, a décidé de licencier 350 personnes. Prodic à Grenoble, en règlement judiciaire de la société La Maille Matheysine à La Mure (48 personnes), aucune perspective de reprise n'est à envisager. La Société péageoise de piquage au Péage du Roussillon, mise en liquidation judiciaire, licencie 55 personnes. La situation est difficile aux Etablissements Schwarzenbach, tissage et texturation à Bourgoin-Jallieu qui risquent de licencier également. Les Etablissements Valluit à Vienne décidé la cessation de leur activité «fabrication». Enfin, en raison des pertes d'exploitation importantes, les Etablissements Pellet, Chaussures (usines à Vienne et Vizille — 716 personnes) ont élaboré un plan de redressement qui tendrait à supprimer des emplois.

Le total des licenciements dans l'industrie du département de l'Isère devrait s'élever pour le second semestre à 1 100 salariés.

LOIRE

Peugeot, Saint-Etienne : 195 emplois supprimés depuis janvier 1975.

La Stefi Sogival, chaudronnerie à Terre-noire, 110 personnes, pourrait licencier. La situation des ARCT de Roanne est toujours très préoccupante : aux 109 licenciements enregistrés depuis le début de l'année, s'ajoutent 150 licenciements nouveaux envisagés. La société Gillet-Thaon se voit dans la nécessité de réduire son activité d'ici la fin de l'année. L'usine de teinture pièces à Izieux, 142 personnes, sera fermée et les usines de teinture fils de Saint-Etienne et d'Izieux seront regroupées.

La société Malosse à Lorette : pièces détachées pour ponts roulants (30 personnes employées) a déposé son bilan. Pourrait être reprise par la CSMT (chaudronnerie à Saint-Chamond). (Même numéro de Bref. Rhône-Alpes).

RHONE

Outre les difficultés affectant les groupes Rhône-Poulenc et Berliet, qui touchent plus particulièrement ce département (Berliet va «s'alléger» (sic) de 712 postes (46 cadres, 183 mensuels et 483 ouvriers) de collaborateurs de plus de 60 ans dans le cadre de licenciements pour cause économique. Bref. Rhône-Alpes No 426 du 1-10-75), il convient de noter :

— Une situation particulièrement difficile aux Ets Amtec (450 personnes) du groupe américain Litton, à Villeurbanne et à Chassieu. La firme possède un autre établissement dans la région parisienne dont la fermeture entraînera la disparition de 400 emplois. Sur la région lyonnaise, l'emploi de 100 personnes est menacé. Cette affaire s'inscrit dans le devenir de l'industrie de la machine-outil en France.

— La fin des travaux du centre commercial de la Part-Dieu risque de poser de sérieux problèmes aux entreprises de gros œuvre et de second œuvre ayant travaillé sur le site. Les dispositions du plan de soutien devraient profiter à ces entreprises.

— La situation de deux maisons occupées par le personnel depuis de nombreux mois à la suite de dépôts de bilan : la société Teppaz et la société Fantasia. Quant à la région de Thizy, Bourg-de-Thizy, Amplepuis, Cours, elle voit peu à peu disparaître l'industrie textile qui est si nécessaire à sa survie.

SAVOIE

L'unité Saint-Gobain verre textile (1 816 salariés à Chambéry) connaît de grosses difficultés en raison de la baisse des carnets de commandes et recourt au chômage partiel. Aucune reprise n'apparaît dans la sidérurgie en particulier aux Ets Ugine-Kuhlmann : 1 500 personnes sont touchées par des réductions d'horaires. L'usine des Papeteries Sibille aux Echelles va fermer ses portes.

A suivre

Dans l'immédiat,
N'ENVOYEZ PLUS
D'ADRESSES POUR
L'ABONNEMENT
D'ESSAI GRATUIT !

200 nouvelles adresses pour l'abonnement d'essai gratuit nous sont parvenues au courrier de ce lundi matin. Nous nous réjouissons devant ce tas volumineux de lettres... Cependant comme nous le disions dans notre numéro d'hier, chacun comprendra qu'une telle formule n'est possible que pour une période limitée. Sinon nos finances n'y résisteraient pas... Par ailleurs, la mise en fiche de ces nouveaux abonnements de quinze jours, l'envoi de centaines de journaux supplémentaires nécessitent des efforts supplémentaires des camarades de l'administration ; enfin, notre tirage doit être ajusté aux besoins : il ne faut pas de «bouillons» ! Autant de raisons qui expliquent que notre campagne d'abonnement d'essai gratuit de 15 jours n'ait duré qu'un temps limité.

Bien sûr, nous servirons les abonnements nouvellement arrivés et ceux qui seront... un peu en retard (mardi ou mercredi). Pour ces adresses arrivées depuis lundi, l'abonnement d'essai ne commencera que la semaine suivante, lundi 20 (numéro daté du mardi 21) et pour 2 semaines également.

Déjà, amis et camarades qui avez collecté des adresses, assurez-vous de l'écho que suscite le journal chez les nouveaux abonnés, discutez-en avec eux. Et vous, nouveaux lecteurs réguliers, écrivez-nous. *Votre avis, vos critiques* nous intéressent beaucoup. Elles nous seront utiles, comme toutes vos contributions (informations, articles, photos, etc.)

Que tous nos nouveaux lecteurs s'abonnent à l'issue de ces 15 jours. C'est un nouvel objectif à atteindre ! En ce qui concerne l'abonnement d'essai gratuit pour de nouveaux amis... nous le reprendrons dans une campagne ultérieure...

RECTIFICATIF

Une erreur regrettable s'est produite dans le numéro du 27 septembre : la légende d'une photo de manifestation à Nantes est erronée. Contrairement à ce qui était indiqué, il n'y a eu aucune agression contre la délégation du Bureau technique de l'Ouest. Par contre, effectivement, avant la manifestation, il y a eu agression d'un ponté CGT de l'usine des Batignolles contre un camarade lors de la diffusion d'un tract HR. Cela s'est passé hors de la présence de la délégation de l'entreprise B.T.O. qui regroupait sous des mots d'ordre justes CFDT, CGT et non-syndiqués.

Après discussion et critiques internes, aux responsables de ces informations néfastes, le Comité de rédaction présente ses excuses aux camarades intéressés. Son autocritique consistera à faire en sorte que de tels faits ne se reproduisent plus.

Les lecteurs ont la parole

En lisant le «*Courrier de l'Unesco*»...

Un de nos lecteurs, lisant le numéro d'octobre de la revue «*Le Courrier de l'Unesco*», y a trouvé un spécimen tout à fait frappant de raisonnement révisionniste... et notre lecteur a pris la plume pour nous signaler le fait et faire un petit commentaire... Merci à lui et à tous ceux qui se font journalistes pour nous aider à rendre notre journal plus riche.

Dans le numéro d'octobre du «*Courrier de l'Unesco*», on peut lire un article d'un médecin d'un pays qui se dit socialiste sur «*les tensions de la vie moderne et leurs méfaits*». Bonne occasion, semblerait-il, pour dénoncer les conséquences de plus en plus graves des conditions de travail et de vie imposées aux masses populaires par le capitalisme : épuisement, dépressions, maladies nerveuses et mentales, ... Pas du tout ! Il faut dire en effet que le spécialiste en question

est un médecin soviétique du nom de I.S. Khorol. Il profite de l'occasion pour faire de grandes phrases creuses sur «*l'homme moderne* (au-dessus des classes bien entendu !) et amalgamer «*l'augmentation des maladies cancéreuses et cardiovasculaires, la mystérieuse apparition des épidémies, l'utilisation de la drogue, les suicides, la violence*». Sous-entendu : «*révolutionnaire* : malade ; drogué» ; voilà une méthode que ne renierait pas *Minute*. D'ailleurs s'il veut transformer la société, «*l'homme s'engage soit dans la voie de la révolution (action bénéfique à toute la société — même aux capitalistes ? ! —) soit dans la voie de la violence (1), de l'anarchie et du crime*» ! Le «*savant*» révisionniste déplore également le fait que de nos jours «*les hommes de génie*» se fassent «*de plus en plus rares*», ces génies qui brillent «*dans la sphère la plus haute, celle de l'intel-*



lect». Rien de nouveau depuis Confucius ! D'ailleurs le docteur Khorol nous livre *in fine* sa philosophie de la vie qui est celle de la nouvelle bourgeoisie révisionniste comme celle de tous les bourgeois : «*De tous temps, les gens (lesquels ?) ont compris que les conflits qui ont ébranlé la société se sont souvent avérés désastreux pour la civilisation (1). Si l'on admet que la société forme un organisme vivant, structuré, et non une juxtaposition de groupes hostiles (1), l'effet salutaire des luttes intestines paraît absurde*» ! Nous sommes ici aux antipodes de Marx et de Lénine et de la lutte des classes ! Voilà où conduit la dégénérescence idéologique en URSS et autres pays ex-socialistes où les révisionnistes se sont emparés du pouvoir.



Une des cent affiches disponibles à l'exposition-vente d'affiches chinoises organisée par «*Les Herbes sauvages*» 70 rue de Belleville Paris 20e (10h à 19h 30)

BULLETIN D'ABONNEMENT (COCHER EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

	PH ouvert	<input type="checkbox"/>	32 F	PH fermé	<input type="checkbox"/>	60 F
1 mois		<input type="checkbox"/>	95 F		<input type="checkbox"/>	180 F
3 mois		<input type="checkbox"/>	190 F		<input type="checkbox"/>	360 F
6 mois		<input type="checkbox"/>	300 F		<input type="checkbox"/>	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «*L'Humanité rouge*» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRENOM :

AGE : PROFESSION :

ADRESSE :

.....

SIGNATURE

Aux librairies

LA FORCE DU LIVRE
33, rue René Leynaud
69001 Lyon

HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville
75020 Paris

aux Editions du Centenaire
24, rue Philippe de Girard
75010 Paris

*Nouvelles brochures de Pékin :

— Album de peintres paysans —
80 reproductions 29 x 25 cm
25 F

— La critique contre Lin Piao et
Confucius — 185 p., 1,65 F

— Aperçu sur la culture chinoise —
60 p., 2,55 F

— Visite à Tong-Ting — une commu-
ne populaire — 65 p., 1,65 F

*La théorie de la dictature du pro-
létariat et la lutte contre le droit-
bourgeois :

— Yao Wen-yuan : De la base socia-
le de la clique antiparti Lin Piao —
32 p., 0,55 F

— Tchang Tchouen-kiao : De la dic-
tature intégrale sur la bourgeoisie —

— Marx, Engels, Lénine - Sur la dic-
tature du prolétariat — 42 p., 0,55 F

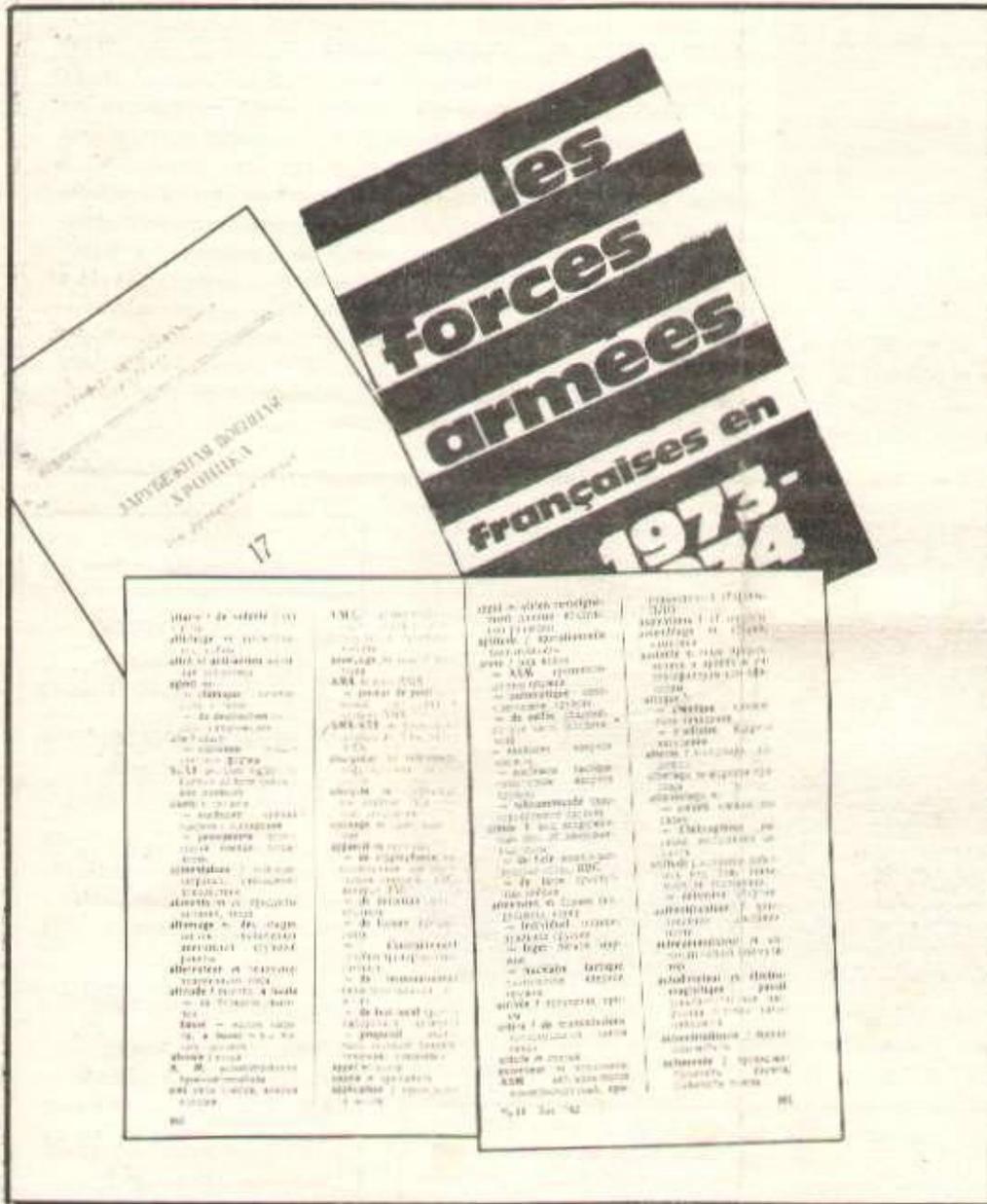
UN DOCUMENT REVELATEUR

Dans les instituts (établissements d'enseignement supérieur) soviétiques, les étudiants doivent apprendre une langue étrangère. Chaque semaine ils ont une journée d'éducation militaire dont le caractère impérialiste est tout à fait clair. En effet cette journée est la plupart du temps consacrée à l'étude de textes militaires étrangers dans la langue d'origine.

Ceux qui étudient le français peuvent ainsi se familiariser avec les forces armées françaises et apprendre le vocabulaire spécialisé

correspondant. De même pour l'allemand, l'anglais, etc.

Les nouveaux tsars cherchent à persuader la jeunesse d'URSS du danger d'agression dont ils seraient prétendument menacés, et cela leur permet de justifier ce style d'études. Mais est-ce la France qui se prépare à agresser l'Union soviétique, ou bien est-ce l'inverse ? Poser la question, c'est y répondre ! Il suffit de regarder la situation militaire en Europe où sur terre, sur mer et dans l'air le rapport des forces est à 3 contre 1 pour le Pacte de Varsovie contre l'Otan...



Est-ce par naïveté ou par soif de profits que Giscard d'Estaing se veut le chef de file du mondialisme, celui pour qui tout le monde est beau et gentil ? A jouer ce jeu-là on finit vite par tomber dans les pièges du loup comme ce fut le cas cet été à Helsinki où fut signé un honteux document qui trompe les peuples sur la véritable situation en Europe, c'est-à-dire sur l'intensive préparation à l'agression et à la guerre de l'URSS qui rivalise avec les États-Unis.

LE PRIX DES CONCESSIONS :

Selon certaines informations, la déclaration finale qui sera publiée à l'issue des entretiens entre Giscard d'Estaing et Brejnev instaurerait le principe du «sommet» franco-soviétique chaque année.

Deux des trois accords économiques prévus à l'occasion du voyage de Giscard en URSS ont déjà été paraphés. Ils portent sur l'énergie et l'aéronautique. Dans ce cadre les capitalistes français équiperont le dernier aéroport de Moscou, Chérémétievo. De gros profits en perspective pour les financiers et industriels français !

Le volume global des échanges commerciaux franco-soviétiques était de 2 647 millions de francs en 1970, il atteint déjà, pour la période janvier-août 1975, 5 900 millions de francs.

REMOUS DANS L'ARMÉE FRANQUISTE

Il se passe, semble-t-il, du nouveau dans l'armée de Franco. C'est ce qui ressort de la conférence de presse tenue hier à Paris par le porte-parole de l'«Union militaire démocratique» (UMD), le capitaine d'aviation Dominguez.

Exilé volontaire à la suite d'une série d'arrestations d'officiers supérieurs au cours de l'été, ce dernier a rendu public le programme de son organisation. Organisée clandestinement en Espagne, l'UMD se déclare opposée au maintien du franquisme, donc à Juan Carlos, en faveur du rétablissement des libertés démocratiques, d'une réforme socio-économique «conduisant à une plus juste répartition des richesses», d'une constitution «permettant à l'Espagne de s'intégrer à l'Europe occidentale et d'un statut militaire démocratique.

Se déclarant «apartidaires» par vocation, l'UMD a toutefois pris contact avec les «partis d'opposition», particulièrement ceux qui composent la «Junta démocratique» (dominée par les révisionnistes de Santiago Carillo) et la «Convergence démocratique» (d'influence socialiste). Il est donc évident que les révisionnistes chercheront à s'y infiltrer pour l'utiliser comme un cheval de Troie au sein de l'armée pour leur mystificateur programme politique. D'autant plus que, déjà auparavant, des généraux espagnols n'ont pas caché leur sympathie pour les pays de l'Est. Mais cette nouvelle faille publique qui se manifeste au sein de l'armée espagnole traduit avant tout la décomposition accélérée du franquisme. Certes l'UMD espagnole ce n'est pas le MFA portugais. Celui-ci était né essentiellement des défaites de la guerre coloniale et la situation est profondément différente en Espagne.

Mais depuis 36 ans, le peuple est en guerre contre le fascisme et, les récents événements le prouvent, celle-ci entre désormais dans une phase nouvelle. Rien d'étonnant à ce que l'armée franquiste en subisse les contre-coups. Mais cette guerre révolutionnaire pour une république populaire fédérative et indépendante, c'est celle du peuple.

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'évolution de l'UMD. Elle est à suivre attentivement.

ERREUR DE FRAPPE

Par suite d'une regrettable erreur de frappe, des guillemets ont été placés autour du C de PCP (ml) dans l'article traduit d'Unidad popular (p. 4). Nous sommes sûrs que nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

LES PROTÉGÉS DE PONIATOWSKI

Quelques dizaines de fascistes ont manifesté sur quelques centaines de mètres lundi soir à Paris en soutien à Franco-le-sanglant.

IGNOBLE EN EFFET !

Qui, à votre avis, a déclaré «Les méthodes de certains groupes gauchistes ne participent plus que du banditisme» ? Poniatowski ? «Minute» ? Ça aurait pu en effet. Mais vous n'y êtes pas. Il s'agit de Catala, dirigeant des Jeunesses du PC(F) dans un article paru dans «L'Humanité» de lundi sous le titre «Une campagne ignoble». Tout à fait ignoble, en effet.

Cette procession nazie n'a pu se tenir que grâce aux services de Poniatowski. Un très important déploiement policier avait été en effet opéré pour protéger la racaille franquiste contre les antifascistes présents non loin de là. A la sortie des métros acoisinants, tous ceux qui n'avaient pas l'air fasciste étaient interpellés et emmenés pour vérification d'identité. Il est clair que le gouvernement voulait à tout prix que les fascistes puissent faire leur démonstration. Histoire de pouvoir montrer à Franco qu'en France la police réprime les manifestations antifascistes et protège les fascistes. Sans aucun doute les protégés du ministère de l'Intérieur ne perdent rien pour attendre.